

BREXIT: LES TRAVAILLEURS ET LE PEUPLE BRITANNIQUE SORTENT DE L'U.E. ET NOUS MONTRENT LA VOIE!

Tout comme en 2005 en France contre le Traité Constitutionnel Européen (TCE), la sainte alliance totalitaire de la haute finance londonienne et des grands groupes capitalistes de toute l'UE et des USA vient d'être battue dans les urnes par les travailleurs et les peuples de Grande-Bretagne.

L'Union Européenne est depuis le début une machine de guerre, d'abord pour vaincre le socialisme sur le sous-continent européen, puis pour coloniser les pays de l'Est, ensuite pour détruire les conquies sociaux et démocratiques dans chacun de nos pays, et enfin, avec les USA dans le cadre de l'OTAN, pour faire la guerre contre les Etats indépendants laïcs anciennement colonisés du Moyen-Orient et d'Afrique.

L'hystérie des médiamentonges présentant ce vote populaire, ce vote de classe, comme étant exclusivement "raciste", "nationaliste" ne doit tromper personne. Rappelons que les mêmes ont présenté le NON de classe au TCE en 2005 de la même façon. Ne nous leurrions pas sur le fait que nos médias vont mettre en avant les Le Pen ou leurs équivalents anglais, camouflant notamment le fait que les communistes britanniques, et tous les militants les plus avancés de la classe ouvrière, ont naturellement milité pour la sortie.

La réalité est que ce sont les bastions ouvriers britanniques confrontés à une pauvreté démesurée qui ont choisi la « sortie ». De la fermeture des mines à la désindustrialisation, de la casse des services publics au noman's land qu'est devenu le droit du travail britannique, les travailleurs n'ont rien gagné à la construction européenne. Plus d'un travailleur sur 5 au Royaume-Uni est pauvre, 6, 5 millions sont en situation de

grande pauvreté ! 25% des enfants sont pauvres en 2013 ! Les travailleurs britanniques se sont majoritairement opposés à cette politique qui ne leur permet pas de vivre.

En votant pour sortir de l'UE, les travailleurs et les peuples de Grande Bretagne ont choisi de sortir de cette prison des peuples :

- qui est à l'origine de la loi El Khomri de casse du code du travail que le front syndical (CGT, FO, FSU, SUD) du refus des diktats libéraux combat dans notre pays ; ou encore à l'origine de la loi Peeters

FINIES LES ILLUSIONS! SORTONS DE CETTE PRISON!



combattue en Belgique ;

- qui organise la concurrence de tous contre tous pour maximiser les profits patronaux ;

- qui promeut le racisme arabophobe, négrophobe, romophobe, islamophobe et le fascisme ;

- qui s'allie avec les monarchies intégristes des pétrodollars qui financent les Daesh, Al Quaïda, Al Nosra, Boko Haram, etc dont les crimes terroristes servent la



**COORDINATION
communiste**
NORD | PAS DE CALAIS

VIVE LA CLASSE OUVRIERE! VIVE LE SYNDICALISME DE LUTTE DE CLASSE!

La classe ouvrière qui a pris la tête de ce mouvement a retrouvé le chemin de la lutte. Lutte contre la fascisation dont la campagne anti CGT est une des expressions. Criminaliser le communisme et le syndicalisme de classe ne sert que les intérêts du grand capital. Les chiens de garde médiatiques se sont déchaînés.

Le pouvoir PS a tout tenté pour réprimer le mouvement y compris en envisageant l'interdiction des manifestations et l'utilisation des casseurs contre les manifestants. Interdiction de manifester que le même pouvoir avait décidé comme banc d'essai contre les manifestations de solidarité avec le peuple Palestinien de Gaza sous les bombes Israélienne. Le gouvernement PS agit ainsi pour imposer cette loi inique traduction en France des directives de l'UE.

Ce constat confirme la lucidité des communistes qui, contrairement à la direction du PCF PGE, se sont prononcés pour les quatre sorties qui sont la base politique commune des Assises à savoir la sortie de l'euro, de l'UE, de l'OTAN et du capitalisme.

Les communistes continuent évidemment de participer à toutes les luttes menées depuis des mois contre la loi de casse du code du travail.

Ils continueront à porter dans la classe ouvrière la nécessité de mener la lutte de classe contre les casseurs du MEDEF, du pouvoir PS et de l'UE, de dénoncer la fascisation en cours d'une « démocratie » bourgeoise dérivant vers l'Etat policier, de mettre en cause les campagnes de haine anti-CGT des médias du capital et de dénoncer les collabos de la CES et de la CFDT.

Ils continueront aussi à porter l'exigence d'un vrai parti communiste en France dont les luttes actuelles montrent la nécessité.

Déclaration des ASSISES DU COMMUNISME:
RCC (Rassemblement des Cercles Communistes), **PRCF** (Pôle de Renaissance Communiste en France) et le réseau **FVR-PCF** (Faire Vivre et Renforcer le PCF).

propagande raciste des fascistes ;
- qui soutient les fascistes néo-nazis qui participent au gouvernement d'Ukraine et les crimes coloniaux d'Israël en Palestine ;
- qui impose aux pays d'Afrique un accord libéral (APE) qui va aggraver le sous-développement et donc provoquer les migrations de populations réduites à la misère, etc.

Le vote historique de ce 23 juin 2016 est à la fois un coup porté à l'impérialisme US, dont le Royaume-Uni était le cheval de Troie en Europe (Obama voulait que le Royaume-Uni reste dans l'UE coûte que coûte), et à l'impérialisme européen en construction.

C'est une chance non seulement pour le peuple britannique, qu'on cherchera sans doute à punir à court terme, comme chaque fois qu'un peuple a « mal » voté selon les médias, mais c'est aussi une chance pour tous les autres peuples de l'Union Européenne, sur lesquels l'étau de Bruxelles doit se desserrer à mesure que les pays feront sécession.

C'est surtout politiquement un signe fort, le premier départ d'un pays depuis les débuts de la CEE en 1957, qui montre aux yeux de tous les travailleurs, que c'est possible, que rien n'est inéluctable, ce qui affaiblit considérablement l'UE. Une brèche est ouverte.

En France, des voix commencent à s'élever plus radicalement contre cette UE. Jean-Luc Mélenchon, qui dans un premier temps ne souhaitait qu'un « retrait de la France des traités européens », vestige de croyances illusoire en « l'Europe sociale », annonce maintenant « L'UE, tu la changes ou tu la quittes ! » : Une avancée dans la gauche antilibérale qui montre à quel point ce Brexit est un séisme politique. Nous appelons à relancer la mobilisation contre l'Union Européenne ici en France. Les Britanniques nous montrent la voie vers le « Frexit » !

La sortie de l'UE affaiblit la sainte alliance des bourgeoisies d'Europe et permet à chaque classe ouvrière de chaque pays

d'envisager la construction dans la lutte des classes d'un rapport de force lui permettant de vaincre sa propre bourgeoisie. L'exemple grec démontre que les bourgeoisies nationales pro-UE ont besoin de faire alliance entre elles à l'échelle de la forteresse impérialiste qu'est l'UE. Le vote de classe pour la sortie de l'UE est donc une étape vers l'exacerbation de la confrontation de classe en Grande Bretagne. Ainsi, la sortie de l'UE est aussi un point de départ pour aborder et poser la question fondamentale du passage au socialisme.

Au racisme et au fascisme charrié par l'UE du capital, nous opposons le patriotisme de la souveraineté nationale s'appuyant sur la souveraineté populaire.

Nous appelons tous les travailleurs et le peuple de France à féliciter et soutenir les travailleurs et le peuple britannique ! Vive la solidarité internationaliste ! En avant vers le « Frexit » !

LOI TRAVAIL: ON LACHE RIEN! ON CONTINUE!

Pour mobiliser autant de travailleurs toutes branches confondues, aussi longtemps et aussi massivement, ce projet de loi ne tente même plus de se travestir en « avancée sociale » et passe directement à la criminalisation du mouvement, face à des mesures « pragmatiques » visant à favoriser les modalités de licenciement, sous la dictée de l'Union Européenne qui a mandaté Hollande pour la mise en œuvre en France (en Belgique, la Loi Peteers tout a fait similaire, provoque également une contestation grandissante).

Il ne s'agit plus de « réécrire » ou « d'alléger » le Code du Travail, ce rempart conquis par les travailleurs contre les incessants abus patronaux, mais bien de lui préférer juridiquement, pour ce qui concerne les questions directement liées à l'exploitation capitaliste (temps de travail, modalités de licenciements), des accords locaux au cas par cas, avec le rapport de force que l'on connaît dans les entreprises et leur chantage à l'emploi.

Le projet de loi en profite pour shunter la représentation syndicale, c'est-à-dire la démocratie ouvrière conquise dans les entreprises par les travailleurs, avec quorum et garantie d'indépendance vis-à-vis du patron, au profit de consultations « directes » sans nécessité de quorum, avec n'importe quel « syndicat maison » et sous toutes les formes de pression patronale individuelle que les ouvriers et employés connaissent bien au quotidien...

C'est un recul historique qui concerne



chacun d'entre nous, nos parents, nos enfants, y compris dans la fonction publique dont les règles vont bientôt s'aligner sur le privé comme l'annonce Macron.

Chaque fois que le peuple se mobilise pour garantir ou protéger ses droits et ses conquises sociaux, le FN, qui se prétend « anti-système », disparaît subitement de la circulation ! C'était le cas en 2006 contre le CPE, ou en 2010 contre la contre-réforme des retraites. En réalité le parti fasciste ne montre son vrai visage qu'en ces occasions en stigmatisant les « prises d'otages » avec la même phraséologie que le gouvernement, et en appuyant au fond ce que demande la bourgeoisie française. Ce n'est qu'un leurre électoral qu'utilise la classe dominante : Il lui est utile pour tenter de démolir la force collective organisée des travailleurs par la division raciste islamophobe notamment, avec la bienveillance des médias du « système » qu'ils font mine de dénoncer. Leur rôle est de nous opposer et de dévier notre colère contre notre ennemi de classe le grand patronat, seul vrai responsable de la crise

du capitalisme que nous subissons tous !

En multipliant comme par hasard les interviews de dirigeants du FN ces derniers jours sur la loi travail, nos adversaires cachent mal leur volonté de détourner notre juste colère contre le système en haines absurdes et stériles...

En luttant nous préparons aussi l'avenir ! Il est sûr que le PS, ce faux-nez du capital, atteint dans l'opinion des records d'impopularité. Que ce parti qui se prétend de « gauche » soit démasqué est bien, mais ce qu'il faut, c'est clairement préparer une alternative populaire : une vraie gauche antilibérale et combattive, capable de représenter les aspirations populaires contre ce système capitaliste agonisant qui cherche à nous entraîner dans son naufrage. Face à des candidats présumés de la fausse gauche pour 2017 par exemple, qui d'autre que Jean-Luc Mélenchon (qui devance actuellement tous les prétendants socialistes à l'Elysée dans les sondages) peut traduire sur le plan politique la colère que nous éprouvons contre ce système exploiteur et ses commis ?

